

CHAPITRE 39. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 janvier 2019 fixant la liste de communes, visée à l'article 85, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 15 juillet 1997 contenant le Code flamand du Logement, dans le cadre de l'évaluation d'avancement de 2018*

Art. 86. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 janvier 2019 fixant la liste de communes, visée à l'article 85, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 15 juillet 1997 contenant le Code flamand du Logement, dans le cadre de l'évaluation d'avancement de 2018, le membre de phrase « l'article 85, § 5, alinéa 1^{er}, du décret du 15 juillet 1997 contenant le Code flamand du Logement » est remplacé par le membre de phrase « l'article 5.78, alinéa 1^{er}, du Code flamand du Logement de 2021 ».

Art. 87. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, le membre de phrase « l'article 85, § 5, alinéa 2, du décret du 15 juillet 1997 contenant le code flamand du Logement » est remplacé par le membre de phrase « l'article 5.78, alinéa 2, du Code flamand du Logement de 2021 ».

CHAPITRE 40. — *Dispositions finales*

Art. 88. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Art. 89. Le Ministre flamand ayant la politique du logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2020.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier,
M. DIEPENDAELE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16060]

12 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention financière dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19 ;

Vu le rapport du 23 septembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 octobre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2020 ;

Vu l'avis 68.211/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 23 octobre et abrogé par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 ;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses entreprises qui subissent de graves dommages économiques ;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques ;

Considérant que les entreprises concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a notamment pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se feront sentir à très court terme et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Considérant qu'il convient dès lors de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne la limitation du nombre maximal de personnes autorisées à participer à certains rassemblements ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne les événements de masse ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'intervenir dans ces domaines ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations sociales ;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

Art. 2. L'intervention financière est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

Art. 3. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention financière à l'entreprise :

1° qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre I^{er}, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 1^{er} juillet 2020 ;

2° dont le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2020 est inférieur ou égal à 40 % du chiffre d'affaires du troisième trimestre 2019 ;

3° dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux divisions et sous-classes suivants :

47.8 du Code NACE-BEL ;

49.310 du Code NACE-BEL ;

49.320 du Code NACE-BEL ;

49.390 du Code NACE-BEL ;

56.210 du Code NACE-BEL ;

56.302 du Code NACE-BEL ;

59.140 du Code NACE-BEL.

74.109 du Code NACE-BEL ;

74.201 du Code NACE-BEL ;

74.209 du Code NACE-BEL ;

77.293 à 77.294 du Code NACE-BEL ;

77.296 du Code NACE-BEL ;

77.392 du Code NACE-BEL ;

79.110 à 79.120 du Code NACE-BEL ;

79.901 du Code NACE-BEL ;

79.909 du Code NACE-BEL ;

82.300 du Code NACE-BEL ;

90.011 à 90.012 du Code NACE-BEL ;

90.021 à 90.023 du Code NACE-BEL ;

90.029 du Code NACE-BEL ;

90.031 à 90.032 du Code NACE-BEL ;

90.041 à 90.042 du Code NACE-BEL ;

93.211 du Code NACE-BEL ;

93.299 du Code NACE-BEL.

Le troisième trimestre visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, comprend les mois de juillet, août et septembre de l'année concernée.

L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1^{er}, du Code de droit économique.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er}, 3^o, pour autant que ceux-ci soient toujours interdits ou limités en vertu d'une mesure fédérale ou régionale afin de respecter la distanciation sociale, car impliquant des contacts trop rapprochés entre les individus ou rassemblant un grand nombre de personnes.

Est exclue de l'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er}, l'entreprise qui a bénéficié d'une prime octroyée par une autre entité fédérée dans le cadre de la crise liée au coronavirus COVID-19 ou qui a bénéficié d'une intervention spécifique octroyée conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 novembre 2020 relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19.

Art. 4. Le montant de l'intervention financière, selon les modalités déterminées par le Ministre, correspond à 30 % du chiffre d'affaires réalisé lors du troisième trimestre 2019.

L'intervention financière visée à l'alinéa 1^{er} est de minimum 3.000 euros et est limitée comme suit :

- 1° 5.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0 ;
- 2° 10.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10 ;
- 3° 20.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50 ;
- 4° 40.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

Par dérogation à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, et à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'une entreprise a été créée entre le 1^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, celle-ci reçoit une indemnité financière forfaitaire de 3.000 euros. Cette indemnité est cependant remplacée par l'indemnité financière visée à l'alinéa 1^{er}, dans le cas où cette dernière est supérieure au montant minimum forfaitaire de 3.000 euros.

Art. 5. L'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention financière via un formulaire sur la plateforme web à partir du 16 novembre 2020 et jusqu'au 15 décembre 2020 inclus.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, notamment, fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention financière ;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;
- 4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare notamment, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3^o, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux et relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 3^o.

Le montant de l'intervention financière est calculé par l'Administration, conformément à l'article 4, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 6. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions financières relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

Art. 7. L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'intervention financière.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'intervention financière et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention financière est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention financière est accordée.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 novembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/16060]

12. NOVEMBER 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer finanziellen Beihilfe im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 23. September 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 3. April 11 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 28. Oktober 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. Oktober 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 4. November 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 3. Januar 12 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.211/2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 18. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus 2020, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 23. Oktober 2020 und aufgehoben durch den Ministeriellen Erlass vom 28. Oktober 2020;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Erlass zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d.h. wegen der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für viele Unternehmen, die schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den betroffenen Unternehmen Soforthilfe zu leisten, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass die Umsätze der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Unternehmen zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der Unternehmen zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen sehr kurzfristig zu spüren sein werden und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass die Beihilfe daher so schnell wie möglich ausgezahlt werden sollte;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Reisebeschränkungen leiden;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Beschränkungen leiden, die der Konzertierungsausschuss in Bezug auf die Begrenzung der Höchstanzahl von Personen, die an bestimmten Versammlungen teilnehmen dürfen, beschlossen hat;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der vom Konzertierungsausschuss beschlossenen Beschränkungen in Bezug auf Massenveranstaltungen leiden;

In der Erwägung, dass es somit unerlässlich ist, in diesen Bereichen Maßnahmen zu treffen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlen muss;

4° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

Art. 2. Die finanzielle Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

Art. 3. Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine finanzielle Beihilfe den Unternehmen:

1° die vor dem 1. Juli 2020 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. 2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaßen;

2° deren Umsatz im dritten Quartal 2020 weniger als oder gleich 40% des Umsatzes im dritten Quartal 2019 beträgt;

3° deren Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Klassen und Unterklassen gehören:

- a) 47.8 des NACE-BEL-Codes;
- b) 49.310 des NACE-BEL-Codes;
- c) 49.320 des NACE-BEL-Codes;
- d) 49.390 des NACE-BEL-Codes;
- e) 56.210 des NACE-BEL-Codes;
- f) 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- g) 59.140 des NACE-BEL-Codes.
- h) 74.109 des NACE-BEL-Codes;
- i) 74.201 des NACE-BEL-Codes;
- j) 74.209 des NACE-BEL-Codes;
- k) 77.293 bis 77.294 des NACE-BEL-;
- l) 77.296 des NACE-BEL-Codes;
- m) 77.392 des NACE-BEL-Codes;
- n) 79.110 bis 79.120 des NACE-BEL-Codes;
- o) 79.901 des NACE-BEL-Codes;
- p) 79.909 des NACE-BEL-Codes;
- q) 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- r) 90.011 bis 90.012 des NACE-BEL-Codes;
- s) 90.021 bis 90.023 des NACE-BEL-Codes;
- t) 90.029 des NACE-BEL-Codes;
- u) 90.031 bis 90.032 des NACE-BEL-Codes;
- v) 90.041 bis 90.042 des NACE-BEL-Codes;
- w) 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- x) 93.299 des NACE-BEL-Codes.

Das dritte Quartal im Sinne von Absatz 1 Ziffer 2 umfasst die Monate Juli, August und September des betreffenden Jahres.

Die finanzielle Beihilfe nach Absatz 1 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 Ziffer 3 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere immer noch Gegenstand eines Verbots oder einer Beschränkung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Einhaltung der sozialen Distanzierung sind, weil sie zu enge Kontakte zwischen Einzelpersonen oder die Zusammenführung einer großen Zahl von Menschen mit sich bringen.

Unternehmen, die eine von einer anderen föderierten Gebietskörperschaft im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise gewährte Prämie erhalten haben, oder die in den Genuss einer spezifischen Beihilfe gekommen sind im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. November 2020 über die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Betrieben, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise geschlossen wurden, haben keinen Anspruch auf die finanzielle Beihilfe nach Absatz 1.

Art. 4. Der Betrag der finanziellen Beihilfe nach den vom Minister festgelegten Modalitäten entspricht 30% des Umsatzes, der während des dritten Quartals 2019 erzielt wurde.

Die finanzielle Beihilfe nach Absatz 1 beträgt mindestens 3.000 Euro und ist wie folgt begrenzt:

- 1° 5.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;
- 2° 10.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;
- 3° 20.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;
- 4° 40.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Wenn das Unternehmen zwischen dem 1. Juli 2019 und dem 30. Juni 2020 gegründet worden ist, erhält es in Abweichung von Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 2, und von Absatz 1, eine finanzielle Pauschalentschädigung in Höhe von 3.000 Euro. Diese Entschädigung wird jedoch durch die finanzielle Beihilfe nach Absatz 1 ersetzt, wenn Letztere den minimalen Pauschalbetrag von 3.000 Euro übertrifft.

Art. 5. Das Unternehmen reicht seinen Antrag auf finanzielle Beihilfe bei der Verwaltung über ein Formular auf der Internetplattform vom 16. November 2020 bis einschließlich 15. Dezember 2020 ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen insbesondere folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

- 2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die finanzielle Beihilfe beantragt;
 3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
 4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen insbesondere, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, und dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist.

Die Höhe der finanziellen Beihilfe wird gemäß Artikel 4 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder vom Unternehmen, wenn dieses einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 6. Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von finanziellen Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 7. Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine finanzielle Beihilfe.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf finanzielle Beihilfe aus und informiert das Unternehmen, das seinen Antrag auf finanzielle Beihilfe vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer erneuten Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf finanzielle Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die finanzielle Beihilfe gewährt wird.

Art. 8. Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

Art. 9. Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
 Namur, den 12. November 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung,
 Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16060]

12 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een financiële tegemoetkoming in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het verslag van 23 september 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 oktober 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 oktober 2020;

Gelet op advies 68.211/2 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 18 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 23 oktober 2020 en opgeheven bij het ministerieel besluit van 28 oktober 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Overwegende dat het dringend is om dit ontwerp aan te nemen gezien de uitzonderlijke crisissituatie die nog steeds bestaat, namelijk de gevolgen van de gezondheids crisis COVID-19 voor veel ondernemingen die ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dringend steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen ondernemingen, ten einde de economische schade te beperken;

Overwegende dat de onder dit besluit vallende ondernemingen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat de steun daarom zo snel mogelijk uitgekeerd moet kunnen worden;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de reisbeperking;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van het Overlegcomité voor wat betreft de beperking van het maximaal aantal personen dat deel mag nemen aan bepaalde samenkomsten;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van het Overlegcomité voor wat betreft de massa-evenementen;

Overwegende dat er dan ook reden is om maatregelen op deze gebieden te treffen;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° Minister: de Minister van Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofdberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen dient te betalen;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

Art. 2. De financiële tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

Art. 3. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een financiële tegemoetkoming toe aan de onderneming:

1° die vóór 1 juli 2020 in het Waalse Gewest eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2., 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht;

2° waarvan de omzet van het derde kwartaal 2020 lager dan of gelijk was aan 40% van de omzet van het derde kwartaal 2019;

3° waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE BEL codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende afdelingen en subklassen:

47.8 van de NACE-BEL-code;

49.310 van de NACE-BEL-code;

49.320 van de NACE-BEL-code;

49.390 van de NACE-BEL-code;

56.210 van de NACE-BEL-code;

56.302 van de NACE-BEL-code;

59.140 van de NACE-BEL-code.

74.109 van de NACE-BEL-code;

74.201 van de NACE-BEL-code;

74.209 van de NACE-BEL-code;

77.293 tot 77.294 van de NACE-BEL-code;

77.296 van de NACE-BEL-code;

77.392 van de NACE-BEL-code;

79.110 tot 79.120 van de NACE-BEL-code;

79.901 van de NACE-BEL-code;
79.909 van de NACE-BEL-code;
82.300 van de NACE-BEL-code;
90.011 tot 90.012 van de NACE-BEL-code;
90.021 tot 90.023 van de NACE-BEL-code;
90.029 van de NACE-BEL-code;
90.031 tot 90.032 van de NACE-BEL-code;
90.041 tot 90.042 van de NACE-BEL-code;
93.211 van de NACE-BEL-code;
93.299 van de NACE-BEL-code.

Het derde kwartaal bedoeld onder lid 1, 2°, omvat de maanden juli, augustus en september van het betrokken jaar.

De in het eerste lid bedoelde financiële tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1, 3°, toevoegen in zoverre zij een verbod of beperking kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel ter naleving van de social distancing daar zij nauwe individuele contacten inhouden of een te groot aantal personen samenbrengen.

Uitgesloten van de financiële tegemoetkoming als bedoeld in lid 1 wordt de onderneming die een premie kreeg, toegekend door een ander deelgebied in het kader van de COVID-19-crisis of die een specifieke tegemoetkoming kreeg overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 12 november 2020 betreffende de toekenning van een specifieke toekenning ten gunste van de inrichtingen die per beslissing zijn gesloten in het kader van de crisis in verband met het coronavirus COVID-19.

Art. 4. Het bedrag van de financiële tegemoetkoming, volgens de nadere regels bepaald door de Minister, stemt overeen met 30% van de omzet bereikt in het derde kwartaal van 2019.

De financiële tegemoetkoming bedoeld in het eerste lid bedraagt 3.000 euro en is beperkt als volgt:

- 1° 5.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- 2° 10.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- 3° 20.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- 4° 40.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan en lager dan 50.

In afwijking van artikel 3, lid 1, 2°, en van lid 1, krijgt een onderneming, wanneer deze opgericht is tussen 1 juli 2019 en 30 juni 2020, een forfaitaire financiële vergoeding van 3.000 euro. Deze vergoeding wordt evenwel vervangen door de financiële vergoeding bedoeld in lid 1 wanneer deze hoger is dan het forfaitaire minimumbedrag van 3.000 euro.

Art. 5. De onderneming dient haar aanvraag voor een financiële tegemoetkoming via het webplatform bij de Administratie in, van 16 november 2020 tot en met 15 december 2020.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de financiële tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 3, lid 1, 3°.

Het bedrag van de financiële tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig artikel 4 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de onderneming in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 6. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de compensatievergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

Art. 7. De Administratie gaat na, of de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming ontvankelijk is.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een financiële tegemoetkoming op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag kan vervolledigen en laten onderwerpen aan een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de financiële tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 9. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 november 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16061]

12 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention spécifique en faveur des établissements fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10 et 19 ;

Vu le rapport du 26 octobre 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 octobre 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 octobre 2020 ;

Vu l'avis 68.212/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'urgence ;

Considérant l'arrêté ministériel du 18 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 23 octobre et abrogé par l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020 ;

Considérant l'obligation pour les établissements relevant du secteur HoReCa et les autres établissements de restauration et débits de boissons de fermer ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 23 octobre 2020 ;

Considérant la suspension de toute pratique sportive en intérieur, dans les infrastructures sportives sur le territoire de la Wallonie, dans les structures sportives privées, tant commerciales qu'associatives, jusqu'au 19 novembre 2020, sauf pour les enfants en-dessous de 12 ans inclus ;

Considérant que, suite à ces nouvelles mesures de fermeture, les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

2^o le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

3^o l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations sociales ;

4^o le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n^o 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n^o 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n^o 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n^o 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n^o 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;